

Il faut rétablir dans le plus bref délai possible l'octroi pour les travaux d'hiver dont les municipalités ont besoin et éliminer la taxe de 12 p. 100 sur les matériaux de construction, ce qui aura pour effet de donner un essor à la construction.

De plus, il faut conclure avec la province de Québec des arrangements visant à donner au premier ministre de cette province, qui a promis 100,000 emplois, l'occasion de remplir ses promesses.

Monsieur l'Orateur, la population ne vivra plus de promesses et les désordres iront s'accroissant, à moins que l'on ne donne à la population ce à quoi elle a droit.

[Traduction]

M. Hu Harries (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, la motion a trait à l'avenir prochain. On ne saurait nier que, d'ici là, nous ferons face à des difficultés économiques immédiates et sérieuses, bien que nous puissions en décrire différemment l'ampleur et les causes. Sans m'attarder sur l'évidence même, il serait peut être à propos de définir trois secteurs de l'économie qu'il convient d'étudier.

Premièrement, il y a le secteur qui continue de subir les effets de la technologie nouvelle. C'est celui des agriculteurs des Prairies et d'autres régions du Canada, des pêcheurs, des exploitants de la forêt, bref des membres de la petite industrie primaire. Ces gens n'occupent pas exclusivement une région géographique quelconque, mais ils représentent une force distincte et importante de notre économie.

Deuxièmement, il y a lieu d'examiner les régions géographiques particulières qui, par suite des conditions de la main-d'œuvre et de l'investissement, ne réussissent pas à réaliser l'expansion économique voulue. Ces régions, dont la plus marquante est le Québec, sont dites de croissance lente. Troisièmement, il y a le secteur atteint par le ralentissement général de l'économie canadienne à la suite des politiques adoptées par les milieux d'affaires et le gouvernement et des restrictions fiscales et monétaires. La situation actuelle, c'est que ces trois secteurs, dont chacun a en soi une grande importance, ont concurrentiellement fort décliné. Peu importe que la tournure des choses ait été prévisible ou qu'on eût pu y remédier. Je suis néanmoins de ceux qui, amplement instruits par l'expérience, prétendent que nous avons eu bien des avertissements.

Des voix: Bravo!

M. Harries: Que fait le gouvernement? Quels remèdes apporter aux problèmes de l'adaptation sur le plan technologique? Le gouvernement me semble poursuivre avec enthousiasme et vigueur de bonnes politiques. A mon avis, les chômeurs du secteur de la technologie assument une part injuste et déraisonnablement lourde des frais de notre société d'opulence. J'espère que le gouvernement fera encore ce qu'il a fait tout récemment, c'est-à-dire qu'il annoncera l'allocation d'autres fonds au recyclage et aux programmes destinés expressément à répondre aux besoins de ceux qui portent, je le répète, une part tout à fait déraisonnable du fardeau qu'impose l'évolution de notre société. Dans la seule ville d'Edmonton, l'année dernière, le gouvernement a dépensé \$2,880,000 pour le recyclage et \$3,305,000 en allocations occasionnelles par ce recyclage.

• (9.00 p.m.)

Pour ce qui est des régions à croissance lente, le gouvernement a reconnu que les investissements fédéraux à eux seuls ne suffisent pas. C'est de la folie pure et simple que de placer de l'argent en immobilisations dans des entreprises qui ne produiront pas de revenus et qui ne feront qu'imposer d'énormes charges annuelles pour des services. L'embauche résultant de dépenses de ce genre tient du cannibalisme économique. Parallèlement, les capitaux versés à l'entreprise privée à titre de contributions ne donnent pas lieu à une multiplication des occasions d'emploi. Voyons la réalité bien en face. Les entreprises industrielles mises sur pied par le ministère de l'Expansion économique régionale forment un ensemble assez disparate. On ne peut pas, avec la meilleure volonté du monde, justifier économiquement le versement de fonds pour l'aménagement d'un enclos d'engraissement du bétail en Alberta. D'autre part, le fait d'aider à mettre au point de nouvelles techniques pour le bénéfice de l'industrie de la construction pourrait avoir des répercussions profondes dans tout le pays, et c'est bien là le genre de placement qu'il y aurait lieu de faire.

Je ne voudrais pas me montrer injuste envers un ministère récemment constitué et qui assume un rôle important et difficile, mais il me semble que la solution à long terme ne réside pas dans l'injection de capitaux, même quand elle se fait de concert avec l'industrie. Il est manifeste que ce n'est pas là qu'il faut chercher la solution du problème dans l'immédiat. Il vaudrait mieux, à l'heure actuelle, encourager davantage les productions compétitives en recourant, au besoin, à des subventions en espèces à l'égard de produits bien déterminés. Ainsi, par exemple, il existe actuellement sur le marché mondial une forte demande en ce qui concerne les navires. Nous avons de l'acier, des hommes et des chantiers navals; avec de telles ressources, nous n'avons certainement pas besoin des Japonais, des Allemands ou des Britanniques pour nous montrer comment construire des pétroliers et des cargos. Il n'y a pas de raison pour que nous nous contentions de la mise au point du gouvernail, mais ce qui nous manque, c'est un certain enthousiasme, un certain élan. Nous autres Canadiens avons une curieuse façon de concevoir les choses; pour nous, le gouvernement devrait être le seul acheteur des biens de production dès lors qu'il a pris en charge une partie des investissements. Il s'agit là d'un paternalisme défaitiste dont nous saurons nous débarrasser je l'espère.

Enfin, en ce qui concerne le ralentissement général de l'économie, il est évident que le gouvernement a adopté une politique réaliste, même si elle était dénuée d'imagination. En fait, si on peut critiquer le gouvernement en ce qui concerne sa politique fiscale monétaire, on peut démontrer que l'opposition, par les arguments laborieux qu'elle a présentés, l'a trop souvent influencé. On peut difficilement faire fi de la sagesse classique de la politique de la Banque centrale, du budget et des impôts spéciaux, mais, pour ma part, j'espère que nous ne tarderons pas à considérer les impôts spéciaux non seulement comme une source de revenu productif mais aussi comme un élément-clé de la politique économique. Par exemple, je ne vois pas pourquoi on persiste à imposer la taxe de vente fédérale sur les matériaux de construction.

Des voix: Bravo!

M. Harries: Cette taxe frappe également plusieurs autres produits d'importance quasi capitale. Au moment